

Elevages  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 30/09/2025

## ***Rapport de l'Inspection des installations classées***

Visite d'inspection du 24/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EARL UNVOAS**

MEZOMEUR  
22140 Coatascorn

Références : GMJL-2025-09-24-2  
Code AIOT : 0052200717

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2025 dans l'établissement EARL UNVOAS implanté MEZOMEUR 22140 Coatascorn. L'inspection a été annoncée le 02/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Plan pluriannuel de contrôle 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL UNVOAS
- MEZOMEUR 22140 Coatascorn
- Code AIOT : 0052200717
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'EARL UNVOAS exploite un élevage avicole ainsi qu'un élevage porcin. Les deux ateliers étaient exploités (en co-exploitation) sous deux entités juridiques distinctes jusqu'en 2024 : l'atelier volailles par la SARL UNVOAS, et l'atelier porcin par le GAEC DE MEZOMEUR. Une visite d'inspection a eu lieu sur les deux ateliers. Le présent rapport concerne l'atelier porcin, enregistré pour 1336 AE porcs. La visite de l'atelier volailles est traitée dans un rapport distinct.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Eau de surface
- Fertilisation
- Fuite dans le milieu
- Stratégie de défense incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                               | Référence réglementaire                          | Proposition de suites       | Proposition de délais <sup>(1)</sup> |
|----|-------------------------------------------------|--------------------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------------|
| 5  | Notification des changements du plan d'épandage | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d | Demande d'action corrective | 12 mois                              |
| 8  | Défense interne contre l'incendie (extincteurs) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13     | Demande d'action corrective | 2 mois                               |
| 11 | Compteur d'eau                                  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18     | Demande d'action corrective | 15 jours                             |
| 12 | Suivi de la qualité des eaux                    | Arrêté Préfectoral du 29/11/2022, article 6      | Demande d'action corrective | 12 mois                              |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                    | Référence réglementaire                             |
|----|----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|
| 1  | Déclaration annuelle des flux d'azote                                | Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2       |
| 2  | Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier | Arrêté Préfectoral du 29/11/2022, article 4         |
| 3  | Tenue du cahier d'épandage                                           | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37        |
| 4  | Calcul du 170 kg/SAU                                                 | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II     |
| 6  | Ouvrages de stockage d'effluents                                     | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II     |
| 7  | Défense externe contre l'incendie (DECI)                             | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13        |
| 9  | Installations électriques et registre des risques                    | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14        |
| 10 | Forage                                                               | Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, Annexe II – 3.3.4 |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le plan d'épandage n'est pas à jour (+ 10 ha SAU). La DECI est présente (réserve souple) mais n'est pas référencée par le SDIS 22. Le compteur d'eau n'est pas relevé tous les mois. L'analyse annuelle de la qualité des eaux du forage (< 35 m) ne comprend pas tous les paramètres réglementaires.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Déclaration annuelle des flux d'azote**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>PAR 7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricoles située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article. |
| <b>Constats :</b><br>Deux dernières années culturales considérées pour la présente inspection : 2022-2023 et 2023-2024.<br>Les DFA sont correctement renseignées.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 2 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier**

|                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/11/2022, article 4                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions générales                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>PRODUCTION ANNUELLE AUTORISÉE :<br>Porcs charcutiers : 2500<br>Porcelets : 2775<br>EFFECTIF MOYEN ANNUEL AUTORISÉ :<br>Reproducteurs : 130                                                                        |
| <b>Constats :</b><br>PRODUCTION ANNUELLE :<br>Porcs charcutiers 22-23 : 2 700<br>Porcs charcutiers 23-24 : 2 400<br>Porcelets 22-23 : 2 800<br>Porcelets 23-24 : 2 470<br>EFFECTIF MOYEN :<br>Reproducteurs 22-23 : 100<br>Reproducteurs 23-24 : 100 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                         |

**N° 3 : Tenue du cahier d'épandage**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les superficies effectivement épandues ;</li> <li>3. Les dates d'épandage ;</li> <li>4. La nature des cultures ;</li> <li>5. Les rendements des cultures ;</li> <li>6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;</li> <li>7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;</li> </ol> |

|                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).                                                                      |
| <b>Constats :</b><br>Le cahier de fertilisation et le plan de fumure prévisionnel ont été fournis, pour les années 2022-2023 et 2023-2024. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                               |

**N° 4 : Calcul du 170 kg/SAU**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Directive Nitrates du 31/12/1991 : ANNEXE III : Ces mesures assurent que, pour chaque exploitation ou élevage, la quantité d'effluents d'élevage épandue annuellement, y compris par les animaux eux-mêmes, ne dépasse pas une quantité donnée par hectare. Cette quantité donnée par hectare correspond à la quantité d'effluents contenant 170 kilogrammes d'azote. |
| <b>Constats :</b><br>2022-2023 : 107 uN / ha SAU<br>2023-2024 : 117 uN / ha SAU                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

**N° 5 : Notification des changements du plan d'épandage**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.<br>La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.<br>Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.<br>Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues. |
| <b>Constats :</b><br>Le plan d'épandage est commun à l'atelier volailles (ex SARL UNVOAS) et à l'atelier porcin (ex GAEC DE MEZOMEUR co-exploitation SARL UNVOAS).<br>Le lisier issu de l'atelier porcin est entièrement épandu en propre, ce qui correspond à la situation connue et autorisée. Cependant, la SAU a augmenté d'environ 10 ha depuis la dernière mise à jour du plan d'épandage. L'exploitant ayant de plus pour projet d'arrêter définitivement l'atelier volailles, le plan d'épandage sera à mettre à jour.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>Déposer un dossier de mise à jour du plan d'épandage.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

**Proposition de délais :** 12 mois

**N° 6 :** Ouvrages de stockage d'effluents

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.<br>Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. [...] |
| <b>Constats :</b><br>La fosse est correctement clôturée et signalée. Pas de fuite.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

**N° 7 :** Défense externe contre l'incendie (DECI)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.<br>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m <sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.<br>[...]<br>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation. |
| <b>Constats :</b><br>DECI présente et installée (réserve souple de 180m <sup>3</sup> ). Cependant, elle n'est pas référencée par le SDIS.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>Contacter le SDIS 22 afin de s'assurer de leur connaissance de la DECI et de son référencement.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

**N° 8 :** Défense interne contre l'incendie (extincteurs)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. [...]<br>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. [...] |
| <b>Constats :</b><br>Des extincteurs sont présents, notamment à côté de chaque tableau électrique. Cependant, leur vérification périodique n'est pas mise en place.                                                                                                                                              |

|                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>Mettre en place la vérification périodique des extincteurs avec un prestataire compétent. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                 |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                    |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                         |

**N° 9 : Installations électriques et registre des risques**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques [...] sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques [...] et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'emploie pas de salarié. Il a présenté une facture de maintenance électrique datée du 30/04/25.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan des zones à risque et des FDS des produits présents sur le site.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

**N° 10 : Forage**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II – 3.3.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Protection tête de forage                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>3.3.4 - La protection de la tête</p> <p>Quelle que soit la destination de l'ouvrage, la protection de la tête du forage assure la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire et doit empêcher les infiltrations.</p> <p>Les eaux de ruissellement sont évacuées vers l'extérieur de l'ouvrage par des caniveaux.</p> <p>La protection de la tête du forage comprend une « dalle de propreté », en béton de 3 m2 minimum, centrée sur l'ouvrage, et de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage.</p> <p>La tête de forage est fermée par un regard muni d'un couvercle amovible fermé à clé, scellé sur la margelle et s'élevant au moins à 0,50 m au-dessus du terrain naturel.</p> <p>L'ensemble limite le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêche les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Un forage est présent, situé à moins de 35 m des bâtiments d'élevage (dérogé). La tête est correctement protégée.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

**N° 11 : Compteur d'eau**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions générales                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. |
| <b>Constats :</b><br>Le forage dispose d'un compteur d'eau. Il est relevé environ tous les 3 mois.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>Mettre en place un relevé mensuel du compteur d'eau général du forage.                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

**N° 12 : Suivi de la qualité des eaux**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/11/2022, article 6                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions générales                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le suivi de la qualité des eaux prévu par l'arrêté du 15 avril 2021 doit être réalisé notamment en zone côtière et pour les forages concernés par une dérogation de distance, pour l'ensemble des paramètres définis.<br>Arrêté du 15 avril 2021, article 4-4 :<br>« Pour les forages en dérogation [...], un suivi de qualité des eaux brutes doit être mis en place en réalisant une analyse annuelle (NO <sub>3</sub> , bactériologie [escherichia coli, entérocoques, germes totaux], pH). [...] » |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a présenté un rapport d'analyse de l'eau du forage, dont le prélèvement est daté du 19/05/25. Cependant, seuls les paramètres bactériologiques ont été analysés.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>A partir de la prochaine analyse annuelle, faire analyser tous les paramètres réglementaires, y compris chimiques (nitrates, pH).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de délais :</b> 12 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |